Chas Freeman : nouvel ordre des grandes puissances et nouvel âge sombre pour l’ Europe

L’ambassadeur Chas Freeman a été secrétaire adjoint à la Défense et a reçu les plus hautes distinctions du département de la Défense pour services rendus à la collectivité, en reconnaissance de son rôle dans la conception d’un système de sécurité européen centré sur l’OTAN après la guerre froide et dans le rétablissement des relations militaires et de défense avec la Chine. Il a été ambassadeur des États-Unis en Arabie saoudite pendant les opérations Bouclier du désert et Tempête du désert. Lisez le Substack de Chas Freeman : https://substack.com /@chasfreeman662157 Mon article évoqué dans le podcast (basé sur mon discours prononcé à Kaliningrad à l’occasion du 300e anniversaire de la naissance de Kant) : https://glenndiesen.substack. com/p/the-limits-of-reason-individualism Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon. com/stores/author/B09FPQ4MDL Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen. substack.com/ X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com /glenndiesen Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com /paypalme/glenndiesen Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Achetez des produits dérivés Diesen : https://diesen-shop.fourthwall. com/en-nok 00:00 Introduction et contexte des rapports de force mondiaux 00:59 L’importance de la rencontre Xi-Poutine-Trump 02:30 Les implications des changements dans les rapports de force mondiaux 04:09 L’absence de l’Europe dans la diplomatie mondiale 06:32 Le rôle des Nations unies dans les conflits actuels 08:01 Les perspectives d’un nouvel ordre mondial 10:00 Les défis de l’unité européenne 12:08 La nécessité de réformer les institutions européennes 14:19 Le contexte historique des relations européennes 16:42 L’importance de l’architecture de sécurité en Europe 17: 54 Nature humaine et réalisme politique 20:36 Le déclin des valeurs des Lumières 28:25 Conclusion : l’avenir de l’ordre mondia

#Glenn

Bonjour à toutes et à tous, et bon retour parmi nous. Nous sommes aujourd’hui le vingt-trois novembre deux mille vingt-six, et nous recevons l’éminent ambassadeur Chas Freeman, ancien secrétaire adjoint à la Défense des États-Unis et ancien ambassadeur en Arabie saoudite. Merci d’ être de nouveau avec nous. Comme toujours, c’est un grand plaisir de vous retrouver.

#Chas Freeman

Je suis ravi de vous voir. Et je vous remercie sincèrement d'avoir accepté cet entretien après votre déclaration très émouvante sur les raisons qui vous poussent à quitter l'Europe.

#Glenn

Eh bien, merci. Ça me fait plaisir. En fait, ce dont je voudrais vous parler est un peu lié à cela, parce que je pense que ce qui se passe en Europe est, dans une large mesure, une très mauvaise réaction à l'évolution du système international. Les dirigeants européens ne savent pas vraiment comment réagir, et ils le font d'une manière très autodestructrice. Mais pour commencer par ce qui me semble être le point de départ logique, je voulais revenir sur la récente rencontre entre Xi, Poutine et Trump, parce qu'il semble que les institutions internationales ne reflètent plus la réalité des rapports de force mondiaux. Et comme vous le savez, le système des Nations unies a été mis en place après la Seconde Guerre mondiale et reflétait la répartition du pouvoir à cette époque, il y a quatre-vingts ans. Puis, bien sûr, après la guerre froide, le système international a été réorganisé.

Nous avons construit un système hégémonique. Les États-Unis et leurs alliés prenaient les décisions et les imposaient au reste du monde. Et cela s'est traduit essentiellement par l'élargissement de l' OTAN. Cela a inévitablement, je pense, affaibli le système des Nations unies et le multilatéralisme. Mais, une fois encore, nous assistons à une transformation de l'ordre mondial, maintenant que le monde compte plusieurs pôles de puissance. Et, eh bien, l'Europe ne semble pas en faire partie. Mais nous sommes arrivés au terme de cette période où les Occidentaux pouvaient se contenter de négocier entre eux. Nous avons désormais besoin d'une diplomatie entre grandes puissances. Je voulais vous demander si c'est ce que nous voyons aujourd'hui avec cette rencontre à Shenzhen, en Chine. Puisque ces trois grandes puissances — les États-Unis, la Chine et la Russie — viennent de se réunir, je voulais savoir ce que vous en retenez. Quelle est la portée plus générale, au fond, du simple fait que cette rencontre ait eu lieu ?

#Chas Freeman

Eh bien, il est important que cette rencontre ait eu lieu, parce qu'elle crée un précédent pour ce type de réunion ponctuelle entre dirigeants de grandes puissances. Et elle ouvre de nombreuses possibilités. Cela dit, cette rencontre en particulier n'a vraiment rien produit de concret. Elle a été gratifiante sur le plan psychologique pour Donald Trump, qui avait subi une lourde défaite aux élections de mi-mandat aux États-Unis et qui a apprécié les marques de gentillesse et de courtoisie que Xi Jinping lui a témoignées. Pour Vladimir Poutine, c'était un moment important, parce que cela réduisait complètement à néant les efforts de l'Occident pour l'isoler et le mettre au ban de la communauté internationale. Il était là, en Chine, assis aux côtés de deux dirigeants très puissants avec lesquels il entretenait d'excellentes relations.

Et je pense que, du moins pour les pays du Sud — c'est-à-dire la majorité de la population mondiale —, cela a confirmé l'importance du dirigeant russe et son rôle central dans les affaires mondiales. C'

est ce que l'Occident a toujours nié, qualifiant la Russie de pays insignifiant en raison de son produit national brut relativement faible par rapport à celui de la Chine ou des États-Unis. Mais la Russie est importante à bien d'autres égards, dans d'autres contextes, et je pense que cela l'a démontré. Enfin, pour Xi Jinping, c'était une célébration de l'ascension de la Chine au rang mondial qu'elle occupe aujourd'hui. Il est clair que, désormais, on ne peut plus rien faire, où que ce soit dans le monde, sans tenir compte des intérêts et des positions de la Chine. Et c'est bien cela, la définition d'une puissance mondiale.

La Chine est donc passée du statut de puissance économique mondiale à celui de puissance politique mondiale. Et, à bien des égards, elle est aussi considérée comme une puissance militaire mondiale. Ce qui était frappant dans cette rencontre, c'était l'absence totale de l'Europe. Pourquoi l'Europe n' était-elle pas là ? Eh bien, l'Europe n'a aucune politique cohérente sur quelque grand dossier que ce soit. Elle multiplie les discours sur la guerre en Ukraine, par exemple. Elle exprime sans cesse des idées délirantes sur ce qui se passe et refuse de s'engager dans tout processus diplomatique susceptible de résoudre ce conflit majeur en Europe — le premier grand conflit violent, à vrai dire, depuis la Seconde Guerre mondiale. L'Europe est absente de la diplomatie. Et, bien sûr, comme vous l'avez mentionné ou laissé entendre, les Nations unies étaient elles aussi absentes. Pourquoi cela ?

Parce que, comme vous l'avez dit ou laissé entendre, la structure du pouvoir au sein des Nations unies reflète les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, et non les rapports de force actuels dans l'ordre mondial. Les Nations unies sont donc paralysées par des désaccords, essentiellement à cause des États-Unis. Les États-Unis ont largement contribué à concevoir les Nations unies et à promouvoir leur création. L'organisation a été fondée à San Francisco, lors d'une conférence présidée par des Américains. Et pendant longtemps, les États-Unis ont joué un rôle moteur dans les affaires de l'ONU. Mais nous avons renoncé à ce rôle et, à la place, nous faisons désormais obstruction. Les Nations unies sont donc incapables de s'attaquer aux conflits mondiaux ou de fixer des règles pour encadrer diverses questions, comme elles le faisaient traditionnellement.

Ses organismes subordonnés, comme l'Organisation mondiale du commerce, ont été délibérément sabotés — dans ce cas précis, par les États-Unis. Et nous nous retrouvons dans cette situation étrange où les Russes et les Chinois invoquent fréquemment la Charte et les règles de l'ONU, et où les Chinois, du moins, souhaitent rétablir ce type d'institution multilatérale. Pendant ce temps, les États-Unis s'opposent à leur propre création et à son action. Et tout cela s'est reflété dans cette rencontre à Shenzhen. Au-delà des bénéfices psychologiques immédiats pour Xi Jinping, Vladimir Poutine et Donald Trump, cela crée bel et bien un précédent pour d'autres, qui auraient un programme plus précis, peut-être élaboré en amont par leurs sherpas, comme c'est généralement le cas pour les sommets.

Ce sommet a vraiment été improvisé à la dernière minute, sans ordre du jour précis. Peut-être qu'à l' avenir, des dirigeants plus résolus et des démarches plus structurées pourront en faire ce que certains appellent de leurs vœux : le noyau d'un nouveau concert mondial, à l'image du Concert européen qui a maintenu l'équilibre des puissances en Europe au dix-neuvième siècle, après le

congrès de Vienne. Ce n'est peut-être qu'une chimère. Cela ne se produira peut-être jamais, mais ce n'est certainement pas une issue impossible, compte tenu du précédent créé par ces trois hommes en se réunissant à Shenzhen.

Je pense qu'il est clair que d'autres pays étaient absents, notamment l'Inde, une superpuissance montante qui reprend, dans l'ordre mondial, la place qu'elle occupait avant l'ère des empires coloniaux européens. En effet, l'Inde, comme la Chine, a toujours représenté environ un tiers, voire deux cinquièmes, de la production mondiale de biens et de services. Elle n'en est plus là aujourd'hui, mais elle remonte la pente. Et on s'attend généralement à ce que, d'ici la fin du siècle, l'Inde et la Chine aient toutes deux largement dépassé les États-Unis, mais avec l'Inde en tête. Donc, l'Inde n' était pas là. Le Brésil non plus. On dit en plaisantant que le Brésil est un pays d'avenir et qu'il le restera toujours, autrement dit, que cet avenir ne se concrétise jamais. Mais il finira bien par se concrétiser.

Il y a aussi le Japon et l'Allemagne, l'Allemagne étant la grande puissance en Europe, au grand déplaisir des Britanniques et des Français, qui siègent au Conseil de sécurité, mais qui n'étaient présents à Shenzhen à aucun titre. L'Allemagne n'y était pas. Les Japonais non plus. Il est donc clair que le système actuel, mis en place après la Seconde Guerre mondiale, est en train de s'effondrer. C' est peut-être le signe avant-coureur d'un système qui le remplacerait, mais pour l'instant, ça ne va pas plus loin. Et rien de nouveau n'a été mis en place. Il y a eu une déclaration d'intention visant à réformer les Nations unies, mais aucun plan détaillé. Et il est très peu probable que ces trois dirigeants aient eu en tête quoi que ce soit de cohérent.

Il y a eu une déclaration sur la guerre nucléaire, qui reprenait celle de Ronald Reagan et de Gorbatchev : une guerre nucléaire ne peut jamais être gagnée et ne doit donc jamais être menée. Mais la portée de cette déclaration était contredite par le fait qu'au moins un des trois pays présents, les États-Unis, continue de revendiquer le droit d'utiliser l'arme nucléaire en premier, et même contre des États qui n'en possèdent pas. Les Chinois ont la politique de non-recours en premier la plus ferme. Les Russes ont une politique de non-recours en premier assortie de nombreuses réserves. Je ne pense donc pas qu'on puisse y voir une avancée concrète à quelque égard que ce soit, mais je ne pense pas non plus qu'il soit juste d'en nier l'importance potentielle.

#Glenn

Eh bien, c'est comme ça que je l'interprète. Oui, peut-être de petits pas, ou au moins une normalisation de la diplomatie. Mais je me suis fait la même réflexion quand Trump a signé cette déclaration disant qu'il ne fallait pas utiliser les armes nucléaires. Bien sûr, on sait qu'en même temps, il a demandé à son armée d'étudier les possibilités de recours à l'arme nucléaire. Il dit comme ça, en passant, qu'il pourrait anéantir la nation iranienne. On peut évidemment se demander quelle valeur ont ces accords signés. Mais encore une fois, je pense que c'est une période confuse, parce que les institutions doivent refléter la réalité pour être efficaces.

Les médias s'affolent souvent en disant que l'ancien système est en train de s'effondrer. Mais, enfin, bien sûr qu'il s'effondre. On ne l'a pas réformé. Là encore, même pour l'architecture européenne, on peut dire que, dans les années quatre-vingt-dix, comme l'a raconté William Perry, le secrétaire à la Défense de Bill Clinton, chaque fois que quelqu'un dans l'administration demandait si c'était vraiment une bonne idée de se mettre les Russes à dos en élargissant l'OTAN, on lui répondait : « Enfin, la Russie est faible. Elle s'affaiblit encore. Quelle importance ? » Bon, d'accord, je peux comprendre ce raisonnement. Mais aujourd'hui, c'est différent. Trente ans plus tard, les Russes sont forts et semblent se renforcer encore. Alors, si on veut une Europe stable, il faut la réformer. On ne peut pas essayer de construire une Europe sans les Russes si, vous voyez, ça doit finir par une guerre. Ce que je veux dire, c'est donc : soit on réforme le système, soit il s'effondre. Et on ne semble pas prêts à le réformer, mais on a quand même l'air surpris de le voir s'effondrer.

#Chas Freeman

Eh bien, c'est intéressant. Les Britanniques ont fini par reconnaître qu'ils avaient eu tort de mener le Brexit à son terme et de quitter l'Union européenne. Mais on ne sait pas très bien ce qu'ils cherchent à réintégrer, parce que l'Union européenne est devenue de moins en moins efficace dans la coordination des politiques. Je ne sais pas quelle est votre expérience, Glenn, mais la mienne m'a toujours montré que les comités sont incapables de prendre des décisions. Si vous n'avez pas préparé la décision en amont de la réunion, la discussion s'enlise immédiatement dans les détails, et les gens se chamaillent sur des broutilles en passant à côté de l'essentiel. Aucune décision sensée n' en sortira. Et cela semble décrire assez bien les discussions internes de l'Union européenne.

Au moins, on a dépassé le stade où les Européens se demandaient à quoi ressemblerait l'homme européen de demain. Je me souviens, vous savez, que selon un rapport provisoire de la Commission européenne — puisqu'ils ne font jamais de rapport définitif, c'est toujours du provisoire —, l'homme européen de demain aurait la discipline des Italiens, la tolérance des Espagnols, l'ardeur au travail des Britanniques, le sens de l'humour des Allemands et l'humilité des Français. Et quelqu'un a dit : « Oh mon Dieu, c'est un Belge ! » Enfin bref, on a dépassé ce stade. En revanche, il nous faut toujours trouver un nouveau mécanisme de coordination des politiques, et certaines des propositions qui circulent pourraient être assez pertinentes.

Je crois qu'en Europe, nous sommes aussi confrontés à un clivage entre ce que Donald Rumsfeld appelait la vieille Europe et la nouvelle Europe. Les États indépendants d'Europe de l'Est et les pays baltes, vous savez, éprouvent de l'animosité envers la Russie et alimentent un discours russophobe en Europe, tout en définissant leurs propres politiques. La Hongrie et la Pologne, notamment, réagissent de manière très différente à l'évolution de la situation. On ne peut plus ignorer deux choses. La première, c'est cette réalité historique : une Europe qui n'associe pas toutes ses grandes puissances à ses instances de concertation, qui est divisée ou qui ostracise une partie de ses membres, c'est une Europe qui sera en guerre plutôt qu'en paix. C'est l'erreur qui a été commise après la Première Guerre mondiale, quand l'Allemagne a été mise au ban des nations et que la révolution bolchevique a donné naissance à l'Union soviétique, en remplacement de la Russie

tsariste. Et c'est précisément ce qui a conduit à la Seconde Guerre mondiale et, on peut le soutenir, à la guerre froide.

Donc, ce point commence à être bien compris. Et il y a là une évolution positive. La rencontre à Abou Dhabi entre les Russes et les Ukrainiens, sous la houlette du duo de choc des agents immobiliers new-yorkais, Kushner et Witkoff, a bel et bien débouché sur une avancée : on a commencé à parler de la nécessité d'une nouvelle architecture de sécurité en Europe. C'était une demande sur laquelle les Russes étaient revenus à maintes reprises, avec une insistance toute particulière en décembre deux mille vingt et un, avant que le rejet de cette demande par les États-Unis, l'OTAN et l'Union européenne ne les conduise à mettre leur menace à exécution, à savoir intervenir en Ukraine. Je pense que la prise de conscience, du moins dans certains milieux, qu'on ne peut pas résoudre le problème de l'Ukraine ou de la Géorgie, ni les autres problèmes qui se sont posés, sans aborder l'architecture globale de sécurité en Europe, est une évolution très positive, même si elle n'a, jusqu'ici, porté aucun fruit.

Alors, je pense que, vous savez, les mentalités évoluent peu à peu. Mais trop lentement. Et de façon trop confuse. Nous ne semblons pas avoir de dirigeants capables de trancher, de gens qui ont une vision. Je pense à Charles de Gaulle, par exemple, qui avait une vision de l'ordre européen, qu'on y adhère ou non. Vous savez, il avait une stratégie très claire pour atteindre les objectifs qu'il s'était fixés : redonner à l'Europe un rôle d'acteur indépendant dans les affaires du monde, aux côtés des États-Unis et de la Russie ou face à eux, selon les circonstances. Voilà donc où nous en sommes. Je pense qu'il se passe des choses dont nous ne pouvons pas encore mesurer la portée exacte.

#Glenn

J'aime bien ce que vous avez dit sur l'homme européen ou sur le Belge. Mais c'est un point essentiel en Europe. Ils sont très séduits par l'idée du constructivisme, c'est-à-dire, vous savez, qu'on peut créer un homme coupé de son propre passé, construit socialement. Pour moi, ça rappelle un peu les tentatives de créer l'homme soviétique, vous savez, cette idée marxiste selon laquelle on pourrait dépasser la nature humaine, dépasser l'histoire, et qu'on pourrait, au fond, arracher les racines du passé et repartir de l'an un. Et, vous savez, je pense qu'il y a des choses qu'on ne peut pas dépasser : certains traits fondamentaux de la nature humaine, l'identité de groupe, la conscience collective. Enfin, je pense que l'expérience des Soviétiques a fini par leur montrer qu'on ne pouvait pas dépasser le nationalisme.

On ne pouvait qu'en faire abstraction. Et j'ai le sentiment qu'on voit la même chose aujourd'hui dans l'Union européenne. Je pense que c'est en partie ce qui explique la frustration de nombreux pays d' Europe occidentale à l'égard de l'Europe centrale et orientale. C'est-à-dire que, quand ces pays ont voulu rejoindre l'Union européenne, ils ont dû, en gros, faire ce qu'on leur disait. Et, vous savez, ils jouaient les seconds rôles. Mais une fois à l'intérieur, ils ont commencé à exiger d'avoir autant voix au chapitre que les autres, et les pays d'Europe occidentale ont un peu de mal à l'accepter. Et maintenant, bien sûr, vous voyez, l'Europe de l'Est présente aussi une situation un peu étrange. On

y trouve certains des pays les plus russophobes, les plus haineux — ou du moins leurs gouvernements —, mais on voit aussi désormais les Slovaques, les Hongrois, les Bulgares, tous commencer à prendre un peu leurs distances, en disant : « Eh bien, nous ne voulons plus participer à cette guerre contre la Russie. » Donc, ça se fragmente un peu. Mais pardon, vous disiez ?

#Chas Freeman

Non, je voulais simplement réagir à votre profond conservatisme, qui est impressionnant. Vous reprenez l'argument conservateur classique contre l'idée que la nature humaine puisse être modifiée et transformée par l'idéologie. C'est un reproche qu'on adresse aux progressistes aux États-Unis. On l' a adressé, à juste titre, aux communistes soviétiques. Cette idée était au cœur du rêve de Marx et d' Engels d'un monde sans aliénation, une sorte de royaume de Dieu sur Terre qui, à mon sens, relève en réalité d'une hérésie chrétienne. C'est d'ailleurs une idée très occidentale, qui contraste fortement avec, disons, la tradition bouddhiste ou le confucianisme. Vous savez, j'aime beaucoup cette remarque qu'on attribue à Confucius, à qui ses disciples demandaient : « Dieu existe-t-il ? Y a-t-il une vie après la mort ? » Et il leur aurait répondu : « Eh bien, vous savez, ce sont vraiment de très bonnes questions, mais j'ai été trop occupé à m'occuper des réalités d'ici-bas pour avoir eu le temps de me pencher là-dessus. »

Et, vous savez, la tradition confucéenne tire ses principes d'organisation sociale de la logique, et non de l'inspiration divine, ni du Saint Coran, ni de l'Ancien Testament, et certainement pas non plus du Nouveau Testament. De même, le bouddhisme accepte que la nature humaine soit ce qu'elle est, et ne nourrit que des ambitions limitées pour la dompter. Alors, j'apprécie ce que vous avez dit, parce que je pense que c'est au cœur des problèmes qui tourmentent aujourd'hui l'Europe, avec son approche très idéologique d'un nombre croissant de questions. J'apprécie aussi que le pape intervienne désormais dans ces débats, de temps à autre. C'est un hasard de l'histoire si nous avons en ce moment un pape américain, ou peut-être, au fond, un pape péruvien, dans l'âme. Mais il semble vraiment apporter une dose remarquable de bon sens aux discussions sur la guerre, la paix, la nature humaine et sa supposée capacité à changer. Donc, j'apprécie ce que vous avez dit, comme souvent.

#Glenn

Eh bien, merci. Je dois dire que je suis un peu conservateur sur le plan des valeurs, et aussi nationaliste sur le plan économique, je suppose, dans la lignée d'Alexander Hamilton et de Friedrich List. Mais je crois qu'il existe des possibilités de progrès humain. Je pense simplement que, si l'on cherche à faire avancer ce progrès, il faut aussi reconnaître les limites qu'impose la nature humaine. Si l'on est parfaitement rationnel, il faut accepter que la nature humaine ne le soit pas entièrement. Nous avons…

#Glenn

D’autres instincts aussi.

#Glenn

Mais je pense que c’est pareil en politique : l’idéalisme des droits de l’homme et de la démocratie, c’ est une très bonne chose. Il faut simplement qu’il repose sur les fondements du réalisme politique. J’ ai toujours apprécié l’universitaire américain John Herz. Dans les années mille neuf cent quarante, il a écrit sur l’internationalisme idéaliste. Il mettait en garde contre le fait que, des révolutionnaires français aux bolcheviks, tous avaient de grandes idées, mais qu’en cherchant à dépasser le réalisme politique, ils en avaient plutôt fait abstraction. Et qu’en essayant de surmonter les rapports de force, ils les avaient tout simplement rendus bien plus brutaux et impitoyables. Je vois la même chose aujourd’hui avec l’Ukraine, où tout le monde parle le langage des valeurs : l’Ukraine devrait avoir le droit de faire ceci, de faire cela. Mais, encore une fois, si vous essayez de défendre l’idée, vous voyez, que la Russie ne devrait pas avoir son mot à dire sur ce qui se passe à ses propres frontières, cela va détruire l’Ukraine. C’est comme si on arrivait avec cette idée idéaliste selon laquelle le Mexique n’a pas à tenir compte de ce que pensent les États-Unis. Eh bien oui, le pays va être réduit en cendres. Ce n’est pas une évolution positive. Donc je pense simplement qu’il faut trouver un équilibre entre ces choses-là. Ce n’est pas très populaire de dire ça en Europe en ce moment.

#Chas Freeman

C’est très réaliste, et ça me rappelle ces idées fausses qui persistent, selon lesquelles les différents groupes idéologiques ne s’attaquent pas entre eux. Les communistes ne font pas la guerre aux communistes… Allez donc dire ça aux Soviétiques, aux Chinois et aux Européens de l’Est. Les chrétiens ne font pas la guerre aux chrétiens… Mais l’histoire européenne réfute cette idée de manière assez catégorique. Les musulmans ne combattent pas les musulmans. Vous savez, tous les musulmans sont dévoués à Dieu, à la paix, et ainsi de suite.

Et le groupe qui se démarque vraiment dans tout ça, ce sont les Juifs, qui s’imaginent que tout le monde en a après eux et qui sont donc prêts à se battre contre tout le monde pour se protéger de ce qu’ils considèrent comme une persécution inévitable. Mais je pense qu’il se passe actuellement des choses très importantes, des transitions qui touchent particulièrement l’Europe. En mille quatre cent quatre-vingt-douze, un aventurier italien à la recherche de l’Inde a débarqué par hasard sur la plage des Bahamas où j’ai grandi, et les gens qui vivaient là à l’époque l’ont découvert sur cette plage. Mais cela a conduit, pour la première fois, à la création d’un ordre mondial unique, Colomb ouvrant les Amériques à l’Europe, et Vasco de Gama lui ouvrant l’Asie.

#Glenn

Et cela a ouvert la voie à cinq cents ans de domination européenne et atlantique sur les affaires mondiales.

#Chas Freeman

Et tout ça, c'est fini. Et cette rencontre à Shenzhen représentait symboliquement certaines des nouvelles forces qui n'ont leur ancrage ni en Europe ni même en Amérique. Cette époque est révolue. L'ère de la primauté du droit à l'échelle internationale a commencé, je crois, avec Grotius, au début du dix-septième siècle, lorsqu'il cherchait à formuler des règles pour les mers, la liberté de navigation, et ainsi de suite. Elle s'est poursuivie au vingtième siècle par un très vaste effort de construction juridique. Ça aussi, c'est fini. Les États-Unis, en tout cas, qui étaient les principaux défenseurs de la primauté du droit à l'échelle internationale, la méprisent désormais. Et on a même entendu Marco Rubio, le secrétaire d'État américain, citer Pompée — enfin, déformer ses propos, mais l'idée y était — en disant : « N'invoquez pas les lois devant ceux qui portent des épées. »

Autrement dit, la loi du plus fort. Eh bien, c'est un désaveu de tout ce que les États-Unis ont toujours défendu au cours de leurs deux cent cinquante ans d'histoire. Et cela m'amène à ce qui me semble être une question fondamentale, qui vous a touché personnellement : les Lumières européennes, qui ont fait émerger un ensemble de valeurs sur lesquelles l'Europe s'est appuyée pour affirmer sa supériorité morale. Tout a commencé, je crois, peut-être avec les Principia Mathematica de sir Isaac Newton, au dix-septième siècle, et, bien sûr, avec Francis Bacon, l'inventeur de la science et de l' empirisme en Europe, en Grande-Bretagne. Cela a débouché sur un formidable mouvement d' ouverture aux idées, qu'on a appelé les Lumières européennes, où des gens comme Voltaire, en France, ont dit très clairement : « Écoutez, je ne suis pas d'accord avec tout ce que vous dites. »

#Chas Freeman

En fait, je ne suis d'accord avec rien de tout ça.

#Chas Freeman

Mais je défendrai jusqu'à la mort votre droit de le dire. Et nous avons commencé à voir émerger des notions d'égalité devant la loi qui remettaient en cause la structure de classes. Nous avions des notions de liberté d'expression qui allaient à l'encontre des diktats idéologiques des autorités religieuses. Nous avions l'idée de la liberté de réunion, qui remettait en cause l'ordre imposé par les monarchies. Nous avions l'idée de la démocratie, selon laquelle tous les hommes, puis, à terme, les femmes aussi, étaient égaux devant les autorités civiles. Nous avions la notion du droit d'adresser des pétitions au gouvernement pour obtenir réparation des torts subis ou demander des changements de politique. Et nous avions un système qui valorisait la tolérance envers les opinions dissidentes et qui les protégeait : la liberté de la presse, la liberté pour les journalistes d'écrire ce qui leur semblait important.

Un processus très lent, mais dont on peut dire, je pense, en toute honnêteté, qu'il a culminé avec la Révolution américaine, de mille sept cent soixante-seize à mille sept cent quatre-vingt-trois, et qu'il a pleinement pris forme dans la Constitution de mille sept cent quatre-vingt-sept, avec sa Déclaration

des droits en dix amendements. Tout cela est en train de disparaître. On le réduit en lambeaux au moment même où nous parlons. Et vous en êtes malheureusement le dernier exemple : on ne vous écoute pas, on vous ostracise, on vous menace, on vous intimide — apparemment sans grand succès —, mais on vous pousse à quitter votre propre pays, sans autre raison que votre désaccord avec le gouvernement. Et le gouvernement, en fait, agit sur deux plans différents. D'un côté, le gouvernement norvégien et des Norvégiens comme Stoltenberg, qui a dirigé l'OTAN, se sont faits les défenseurs les plus virulents de la russophobie et d'un ordre de sécurité en Europe qui sépare la Russie de tout le reste du continent.

D'un autre côté, votre propre gouvernement, celui qui est au pouvoir aujourd'hui, s'est associé à la Finlande pour prendre contact avec Moscou, reconnaissant ainsi la nécessité d'un certain dialogue diplomatique avec les Russes. Mais vous, on vous condamne pour avoir préconisé le dialogue avec les Russes. Je pourrais donc, je crois, citer de nombreux exemples, mais, vous savez, je n'aime pas le faire en présence de quelqu'un qui incarne tous les exemples que je pourrais citer. Et j'espère que vous trouverez quelque part un refuge où subsistent la liberté d'expression, la liberté de réunion, le respect de la démocratie, le respect des droits individuels et la tolérance envers les divergences d' opinion. De tels endroits existent. Simplement, à l'heure actuelle, ils ne se trouvent ni en Europe ni aux États-Unis.

#Glenn

Oui, non, c'est intéressant que vous en parliez. Vous connaissez Emmanuel Kant. C'était l'une des grandes figures des Lumières, l'une de celles qui les ont façonnées. Exactement. Il y a deux ans et demi, on célébrait le trois centième anniversaire de sa naissance. Il est né à Königsberg, qui s' appelle aujourd'hui Kaliningrad, et je m'y suis rendu en avril deux mille vingt-quatre. Et là encore, ce que je défendais à l'époque, à propos des Lumières, c'étaient les idéaux libéraux. Il faut les défendre, sinon la modernité entre en crise. Et j'ai aussi prononcé un discours sur les limites de la raison, les limites de la morale laïque et tout ça.

Je travaille toujours sur un livre consacré à cette question. Mais enfin, il y avait ce colloque. Tout tournait autour de Kant. Même les stylos étaient à son effigie. Il n'y en avait que pour Emmanuel Kant. Ils se le sont un peu approprié. Apparemment, maintenant, il est russe. Mais bon, c'était le thème. On a déposé des fleurs sur sa tombe, tout ça. Ce que j'ai trouvé intéressant, et qui montre bien le paradoxe de la situation actuelle, c'est que, plus d'un an après, je me suis présenté aux élections législatives en Norvège, parce que je trouvais quand même assez étonnant que tous les députés, sans exception, soient favorables à l'envoi d'armes, et que personne ne veuille parler à la Russie. Je me suis dit : « C'est très étrange. Ça va à l'encontre de ce qu'on a toujours dit. »

Et de toute façon, j'ai immédiatement fait l'objet d'une purge. J'ai dû démissionner, me retirer. Mais j' ai trouvé ça intéressant, parce qu'il leur fallait alors trouver quelque chose pour me faire taire. Alors ils ont découvert que j'avais assisté à cet événement, et ils avaient une photo de la liste des invités, en russe, évidemment. Il y avait écrit « invités étrangers », et mon nom figurait sur la liste. Et ils ont

dit que c'était une liste de participants à une opération d'influence, vous voyez ? Ils ont donc carrément publié dans un journal que j'avais participé à une opération d'influence et tenté de saper l' OTAN en mer Baltique. Alors que j'avais tout simplement publié mon discours sur Emmanuel Kant sur mon Substack. Il était en ligne depuis un an déjà. Et apparemment, tout ça servait juste à détourner l'attention, vous voyez ce que je veux dire ?

#Chas Freeman

Eh bien, on voit ce genre de choses un peu partout. Vous savez, je suis de très près toute la saga Jensen Huang. Jensen Huang était manifestement un geek en manque de sexe, bourré d'arrogance, qui pensait pouvoir se permettre des comportements dont les autres savent qu'ils risquent de mal tourner. Et l'une de ses maîtresses était apparemment une Chinoise qu'il avait rencontrée à Taipei, soit dit en passant, et non en Chine continentale. Elle aidait des entreprises chinoises d'intelligence artificielle à contourner la politique chinoise en implantant en Asie du Sud-Est des centres de données équipés de puces NVIDIA. Le gouvernement chinois avait interdit l'utilisation de ces puces en Chine, au motif que cette interdiction inciterait les fabricants chinois de semi-conducteurs à produire des équivalents des puces NVIDIA et permettrait ainsi à la Chine de ne pas dépendre de chaînes d'approvisionnement sous contrôle américain.

Elle et son mari sont impliqués là-dedans. Les entrepôts d'Asie du Sud-Est sont pleins de puces NVIDIA qu'ils ont achetées à cette fin. Les entrepôts de Hong Kong sont eux aussi pleins de puces NVIDIA, que les douanes chinoises refusent de laisser entrer en Chine. Et pourtant, Jensen Huang s' est retrouvé éclaboussé par ce qu'on appelle du « sexpionnage », je suppose. Autrement dit, il a couché avec une sorte de Mata Hari. Ce n'était pas très avisé de sa part, mais elle me semble être l' archétype de ces affairistes chinois, qui se comptent par millions et cherchent avant tout à gagner de l'argent, à se faire un nom, et ainsi de suite. Maintenant, on nous dit — et c'est là qu'intervient la diffamation, ou plutôt, dans votre cas, la diffamation écrite, puisque c'était par écrit, mais ça reste de la diffamation — que le ministère chinois de la Sécurité de l'État était en contact avec elle.

#Glenn

Enfin, attendez une minute.

#Chas Freeman

Le ministère de la Sécurité d'État aurait-il manqué à son devoir s'il n'avait pas pris contact avec elle ? Je veux dire, d'abord, elle contournait la politique chinoise en construisant, en Asie du Sud-Est, des centres de données équipés de puces NVIDIA que le gouvernement chinois avait demandé à ses entreprises d'intelligence artificielle de ne pas utiliser. Et ensuite, elle était en contact avec Jensen Huang, qui était un ami de Donald Trump, quelqu'un de très influent, et un dirigeant d'entreprise tellement génial que le conseil d'administration a dû le réintégrer aujourd'hui même, malgré tout ce scandale. Peut-être que vous aussi, vous serez un jour réintégré au Parlement norvégien.

Mais, vous savez, cette façon de s'en prendre aux gens sans la moindre preuve, de leur faire un procès dans la presse plutôt que devant les tribunaux, sans qu'ils puissent rien y faire, c'est bien trop courant. Je l'ai vécu moi-même : Israël et ses acolytes m'ont dépeint comme un antisémite virulent, alors que je suis tout sauf ça. Je suis sans doute plutôt philosémite qu'antisémite. Enfin, tout cela marque l'effondrement de ce que défendaient Voltaire et d'autres penseurs de cette époque, dont Emmanuel Kant, un peu plus tôt. Alors maintenant, il va falloir que j'aille sur votre Substack lire ce que vous avez écrit sur Emmanuel Kant, la paix perpétuelle et tout ça.

#Glenn

En fait, je mettrai le lien avec cette vidéo, et je l'enverrai par e-mail. Très bien. Mais d'un côté, je comprends bien la position difficile de l'Europe, parce qu'il n'y a pas si longtemps, à l'époque de l' hégémonie, on avait l'impression d'avoir une place à la table des décisions, presque seuls avec les États-Unis, pour décider de la manière dont le monde devait être gouverné. Enfin, je crois qu'on se disait que cette hégémonie était collective, mais en réalité, bien sûr, c'étaient les États-Unis qui menaient la danse. Mais au moins, on avait une place à la table. Aujourd'hui, quelques années plus tard seulement, la répartition du pouvoir a changé si vite, et il y a eu tellement de changements sur le terrain, que les Européens n'ont même plus de place à la table des décisions.

Et on ne voit pas clairement quelle place l'Europe occupe dans le monde. Là encore, le modèle politique, le modèle économique, le modèle social… tout est en suspens. L'Occident politique semble avoir disparu. L'OTAN est en train de se désagréger, en quelque sorte. On ne sait pas très bien quel type d'économie l'Europe aura, de quelles technologies elle disposera à l'avenir, ni d'où viendra son approvisionnement en énergie. Sur le plan social, on nous dit maintenant qu'il faut passer de l'État-providence à l'État de guerre. Cela polarise la société. Les problèmes n'en finissent pas. Et nos responsables politiques se rendent soudain compte qu'ils ne sont pas assis autour de la table à déplacer les pions, mais qu'ils sont eux-mêmes devenus les pions.

Donc je comprends pourquoi, s'ils considèrent rétrospectivement que l'époque de l'hégémonie reposait sur des valeurs, ils peuvent dénoncer les évolutions actuelles comme un dangereux pragmatisme de grandes puissances, où l'on jette les valeurs par-dessus bord. Et là encore, je pense que cette exigence d'un retour à une position de force s'exprime dans un langage très intransigeant, qui oppose nos bonnes valeurs à leurs mauvaises valeurs. Est-ce que vous voyez là quelque chose qui pourrait expliquer la panique, mais aussi le profond mépris pour des choses aussi élémentaires que la diplomatie, et cette disposition apparemment croissante à aller jusqu'à faire la guerre à la Fédération de Russie ?

#Chas Freeman

Eh bien, je ferai simplement deux ou trois remarques. D'abord, pour être désillusionné, il faut avoir eu des illusions. Et l'Europe en a beaucoup. Vous en avez mentionné une : prendre une relation de

subordination pour un partenariat d'égal à égal. Mais plus largement, je pense que les États-Unis et l'Europe souffrent du même problème : leur incapacité à élaborer une stratégie pour remplacer celle de George Kennan. Vous savez, pendant la guerre froide, nous avions une stratégie. On l'appelait l'endiguement. Tout le monde y adhérait. Et nous avions une institution conçue pour maintenir les Allemands à terre, les Américains à l'intérieur et les Russes à l'extérieur, comme on le disait à la création de l'OTAN. Nous n'avions donc pas vraiment besoin de réfléchir à la stratégie. Nous en avions une. C'était une grande stratégie.

C'était en place. Et je pense que, tout comme les muscles s'atrophient quand on ne les fait pas travailler, notre capacité de raisonnement stratégique s'affaiblit quand on ne l'exerce pas. Et aujourd'hui, nous sommes apparemment incapables de formuler une stratégie. Je vais faire un aveu qui va probablement en agacer plus d'un : j'ai lu énormément de science-fiction. Et si j'en lisais, c'est parce que, dans les années mille neuf cent cinquante, quand j'étais un lecteur assidu — je ne suis pas un baby-boomer, je suis de la génération d'avant —, c'était une littérature optimiste. Elle affirmait que la technologie et la science pouvaient rendre le monde meilleur, qu'elles pouvaient faire triompher l'esprit humain. Aujourd'hui, c'est une littérature du désespoir, dont le thème principal est la dystopie : des catastrophes environnementales et, vous savez, des invasions extraterrestres et toutes sortes d'inepties.

Enfin, je pense que cette évolution n'est pas anodine, parce qu'elle révèle une perte d'élan, une perte de repères, une perte d'optimisme, une perte de la capacité à imaginer un monde meilleur. Et ce qui a remplacé la science-fiction, qui, dans ses meilleures œuvres, s'appuie sur des faits observables, c'est la fantasy. On voit donc toutes sortes de magie à l'œuvre dans la littérature. Et, vous savez, on parle de magiciens. L'un de mes livres préférés, la trilogie de Tolkien, The Lord of the Rings, est un ouvrage merveilleux, écrit dans un anglais magnifique, avec une imagination splendide, et tout y tourne autour de la magie. Voilà désormais le thème de notre époque, et non plus la science. Nous en revenons à cette forme de condamnation de la science qui a plongé l'Europe dans l'âge des ténèbres. La superstition règne. Et nous avons, aux États-Unis, un président qui croit à cent cinquante choses impossibles avant le petit-déjeuner.

#Chas Freeman

Mais il est en compétition internationale avec d'autres champions de l'irréalisme qui peuplent les capitales européennes. Je pense donc que nous nous sommes détournés de l'essentiel, de la réalité, de l'optimisme, de la réflexion sur les moyens d'améliorer les choses, pour nous complaire dans une sorte de fantasme masturbatoire. De l'onanisme, si vous voulez. C'est une façon complaisante d'aborder les choses, qui nie les réalités extérieures et réduit les autres à des objets et à des abstractions. C'est précisément ce que dénonçaient Hegel et Marx en défendant ce que je considère comme des hérésies chrétiennes. À savoir que, voyez-vous, l'histoire avance de manière téléologique vers une fin. Cette fin, c'est l'abolition de l'aliénation entre les individus, la reconnaissance par chacun qu'il a affaire à d'autres personnes dont le moi et les opinions sont tout aussi légitimes que les siens.

C'est ce qui mène à la tolérance et au respect. Tout ça a disparu. Tout ça a disparu. Et donc, nous n'avons plus aucun respect pour ceux qui ne sont pas d'accord avec nous. Aux États-Unis, on le voit bien. Nous allons bientôt fêter Thanksgiving, qui est traditionnellement l'occasion, pour les Américains, de se retrouver en famille. Et le problème, aujourd'hui, c'est que la polarisation politique rend impossible tout échange courtois en société. Nous avons perdu l'esprit qui nous animait autrefois, l'esprit des Lumières, l'esprit d'optimisme, l'attachement à l'empirisme plutôt qu'aux chimères. C'est vraiment très, très inquiétant, parce que la dernière fois que c'est arrivé, nous avons bel et bien connu une période d'obscurantisme. Et je crois qu'il n'est pas vraiment facile d'envisager l'avenir sous un jour très positif, vu les tendances actuelles. Alors, une fois de plus, nous avons parlé de quelque chose de sombre, n'est-ce pas ?

#Glenn

On entre dans le vif du sujet. J'ai juste une dernière question. En vous écoutant, je me disais que c' est vraiment le pire moment pour voir l'esprit des Lumières s'affaiblir, voire s'éteindre, parce que, vous savez, nous traversons une période très difficile et qu'il faut trouver comment la surmonter. On peut dire, oui, que trente ans de prééminence mondiale touchent à leur fin. On peut dire que c'est la fin de toute l'ère de l'après-guerre, qui a duré quatre-vingts ans. Ou on peut soutenir que c'est la fin d'une période de cinq cents ans.

#Chas Freeman

Mais il est clair que beaucoup de choses sont en train de changer. Et c'est très inquiétant, très déstabilisant, et nous ne semblons pas capables de trouver des dirigeants à la hauteur des défis que cela engendre.

#Glenn

C'est bien ça, le problème. À ce stade, je veux dire, on peut prendre deux directions. On peut se battre pour faire revenir une époque révolue, ce qui risque de tous nous mener à notre perte. Ou on peut commencer à s'adapter et essayer d'accueillir le changement. Par exemple, la montée en puissance de la Chine peut être une formidable occasion pour les Européens. Elle peut permettre de relier l'ensemble du continent eurasiatique. Même Adam Smith, à son époque, reconnaissait que le capitalisme et les liens économiques seraient bien moins nuisibles si le pouvoir économique était réparti de façon plus équilibrée. Même Marx le reconnaissait.

#Chas Freeman

Vous savez, si vous lisez Das Kapital, ça commence par un éloge vibrant de la façon dont le capitalisme a rapproché le monde. Ensuite, il explique pourquoi il existe des dangers cachés qui finiront par se révéler. Quoi qu'il en soit, je suis d'accord avec vous. Je pense que l'exemple de la

Chine est important, parce qu'ils ont conçu un modèle différent. Un modèle dans lequel l'État favorise, protège et oriente l'économie de marché. Ils ont une économie de marché où les industries et les services se livrent une concurrence féroce à l'intérieur du pays. Et, vous savez, là où d'autres pays ont un champion national, eux ont plusieurs champions qui se font concurrence dans chaque secteur.

Ils traversent une phase de consolidation. Par exemple, sur le marché des véhicules électriques, où ils comptaient cent constructeurs, on commence à voir des fusions, des faillites, ce genre de choses. Le même phénomène s'est produit dans le secteur des énergies renouvelables. Ils ont de multiples composantes en intelligence artificielle. Et ce que je trouve intéressant, c'est que, tandis que le capitalisme financier aux États-Unis développe l'intelligence artificielle dans le but d'atteindre une forme d'intelligence générale supérieure à l'être humain — comment appelle-t-on ça ? La superintelligence, je crois que c'est comme ça que Donald Trump l'appelle —, l'approche chinoise de l'IA vise à améliorer la productivité dans l'industrie et les services. Ce n'est pas une compétition en matière de sécurité nationale.

Bien sûr, cela a cette implication. Mais l'objectif principal, c'est de mettre en œuvre des mesures concrètes pour accroître la productivité de l'économie. Et ça marche. Alors, qu'est-ce qu'on fait ? On essaie d'y mettre un frein. On ne se demande pas comment on pourrait en tirer parti, ce qu'on pourrait en apprendre. Vous savez, un véritable marché commun en Europe, avec une réelle concurrence par-delà les frontières, sans distinction de nationalité, ce serait une très bonne chose. Mais ce n'est pas le cas. Alors, je ne sais pas quelle direction l'Europe va prendre. Je trouve le cas de l'Europe bien triste, parce qu'elle est, pour l'essentiel, victime des États-Unis et qu'elle ne sait pas comment s'y prendre avec la Chine, l'Inde, le monde arabe et les autres forces montantes à l'échelle mondiale.

#Glenn

Je peux comprendre qu'on s'inquiète d'une concentration excessive du pouvoir en Chine. Mais dans ce cas, bien sûr, on pourrait essayer de mener d'autres politiques. C'est-à-dire, ne pas couper l'Inde de l'Iran. Ne pas nous couper de la Russie. Je veux dire, on peut faire beaucoup de choses pour encourager tous les pays à diversifier leurs partenaires internationaux. Au lieu de ça, on semble faire exactement le contraire de ce qu'il faudrait. On devrait souhaiter, par exemple, que l'Iran ait de nombreux partenaires, pas seulement la Chine. Que la Russie ait de nombreux partenaires, plutôt que seulement la Chine.

#Chas Freeman

Eh bien, nous ne sommes pas obligés d'adopter un système à parti unique. Vous savez, c'est peut-être indispensable quand on essaie de gouverner un milliard et demi de personnes, ce que personne n'avait jamais tenté auparavant. En Inde, ça ne fonctionne pas très bien en ce moment, contrairement à la Chine. Mais nous ne sommes pas obligés d'accepter ça. Je suis sûr de vous avoir

déjà cité l'une de mes phrases préférées du regretté Julius Nyerere, le président de la Tanzanie, qui y avait instauré un régime à parti unique, soutenu, je crois, par les Scandinaves et personne d'autre. Les États-Unis lui avaient reproché ce régime à parti unique. Et il avait répondu : « Eh bien, les États-Unis aussi ont un régime à parti unique, mais avec votre démesure typiquement américaine, vous le divisez en deux. » Eh bien, vous savez, on peut peut-être avoir un État à parti unique divisé en deux. C'est peut-être ce que nous sommes. Enfin, nous n'allons pas résoudre ce problème aujourd' hui, Glenn. Alors j'espère que vous continuerez à faire tout cet excellent travail, même s'il n'est pas apprécié dans les journaux norvégiens.

#Glenn

On essaiera de résoudre ça la prochaine fois. En tout cas, Charles Freeman, merci beaucoup de nous avoir accordé de votre temps.

#Chas Freeman

Eh bien, merci, Glenn.